



**VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**  
ALPES-MARITIMES - 06310

PERMISSION DE VOIRIE AUTORISANT LA SAS HOTEL METROPOLE LE BERLUGAN A  
EXPLOITER UNE TERRASSE COMMERCIALE SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL,  
AU DROIT DE SON ETABLISSEMENT DENOMME « ARISTEE », SITUE AU  
48, BD MARECHAL LECLERC A BEAULIEU-SUR-MER

N° : **220525**

DATE D’AFFICHAGE

**16 MAI 2022**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1, et L2212-2,

Vu la délibération municipale n°06 du 14 octobre 2021 intitulée « Droits de voirie, de place, de stationnement et de location de salles communales – actualisation »,

Vu l’arrêté municipal du 9 juillet 1989 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Beaulieu Sur Mer,

Vu l’arrêté municipal n°190808 du 12 août 2019,

Considérant que la SAS « HOTEL METROPOLE LE BERLUGAN », exploitante de l’établissement « ARISTEE », immatriculé au R.C.S. Nice : 956 804 611, sollicite le renouvellement de son autorisation accordée par arrêté municipal n°190808 du 12 août 2019.

Considérant qu’il convient de répondre favorablement à cette demande.

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La SAS HOTEL METROPOLE LE BERLUGAN, ayant son siège social au 15, Bd Maréchal Leclerc à Beaulieu-sur-Mer, est autorisée à exploiter sur le domaine public communal, au droit de son établissement dénommé « ARISTEE », situé au 48, Bd Maréchal Leclerc à Beaulieu-sur-Mer, une terrasse d’une superficie de 64,50 m<sup>2</sup> (15 ml x 4,30 ml), comportant des tables, des chaises et des jardinières, liée à l’usage exclusive de son activité commerciale.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant, pour toute l’année, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.



Article 3 : La présente autorisation n'est pas transmissible de plein droit. Le successeur du titulaire de la présente permission de voirie devra expressément obtenir de la Ville une nouvelle autorisation d'occupation.

Article 4 : Aucune gêne ne devra être portée à la circulation des piétons. Le libre passage des piétons devra être maintenu sur une largeur minimale de 1,40 m.

Article 5 : Le bénéficiaire est tenu d'acquitter une redevance d'occupation sur la base du tarif établi par délibération municipale n°06 du 14 octobre 2021 intitulée « Droits de voirie, de place, de stationnement et de location de salles communales – actualisation », dont le montant peut évoluer sur décision du conseil municipal.

Le coût de la redevance d'occupation par mois et par m<sup>2</sup> est de 5,80 € (cinq euros et quatre-vingt centimes), soit pour une année, la somme de 4489,20 € (quatre mille quatre cent quatre-vingt neuf euros et vingt centimes), payable d'avance dans les trente jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public.

Article 6 : La présente autorisation prendra effet le 1<sup>er</sup> juin 2022 pour se terminer le 31 décembre 2026. A l'expiration de cette autorisation, comme en cas de résiliation anticipée, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux en état et de supprimer tous les ouvrages établis par lui, dans un délai qui lui sera fixé.

Article 7 : Le bénéficiaire supportera sans indemnité la gêne de toute nature qui serait la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt général et en raison de l'exécution de travaux publics entrepris par la commune ou pour son compte.

Article 8 : Le bénéficiaire devra contracter les assurances nécessaires le couvrant contre tout sinistre avec les tiers. La commune dégage toute responsabilité pour tout dommage pouvant intervenir du fait de l'existence de cette terrasse.

Article 9 : L'entretien de la zone d'occupation est à la charge du bénéficiaire.

Article 10 : L'autorisation est révoquée à toute époque sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public et en vue de sauvegarder l'ordre public. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 11 : Tout recours contre le présent acte devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice, territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à monsieur le Directeur général des services, monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et à monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale située à Beaulieu Sur Mer, qui seront chargés chacun en ce qui les concerne, d'en assurer son exécution.

Fait à Beaulieu sur Mer, le **16 MAI 2022**

Le Maire,  
Roger ROUX

